LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

POINT DE VUE

L'après-URSS

par Jacques Chirac

LE peuple de Moscou, en se soulevant contre les chars de l'armée rouge et du KGB, vient d'annoncer au monde la véritable fin et du communisme et de l'après-guerre. Les conséquences de cette victoire de la liberté seront capitales pour l'URSS elle-même, pour l'Europe et pour le monde.

Il est encore trop tôt pour analyser dans le détail la responsabilité des uns et des autres, et l'enchaînement précis des événements qui ont conduit une poignée de hauts dignitaires du Kremlin, nostalgiques de l'ordre stalinien, à lancer le putsch du 19 août. L'Histoire fera toute la lumière sur cette affaire. Sur le plan proprement politique cependant, ce putsch me semble avoir deux origines principales.

– D'abord l'incapacité, ou l'absence de volonté, de Gorbatchev lui-même de choisir une ligne de réforme claire entre la coalition stalinienne et les forces démocratiques apparues grâce à la perestroïka. Je constate qu'il n'a cessé toutes ces dernières années d'osciller entre ces deux pôles, faisant tantôt alliance avec l'un, tantôt avec l'autre. Le résultat c'est que Gorbatchev avait à la fois perdu le soutien du peuple et celui de l'appareil du parti qui le tenait pour responsable du chaos en URSS. De plus, cette constante oscillation interdisait toute réforme radicale de l'appareil économique du pays. Je l'ai souvent dit : depuis 1985, et quels que soient ses mérites, Gorbatchev a plus subi qu'il n'a voulu.

– La seconde origine du coup d'Etat tient au projet de traité de l'Union qui devait être signé le 20 août et qui aurait transféré aux Républiques l'essentiel des pouvoirs détenus par le centre. Devant ce qui leur apparaissait comme une disparition organisée de l'Etat soviétique, donc du parti qui le sous-tendait, ainsi que de son appareil répressif, les tenants de l'ordre ancien ont tenté par la force de mettre fin à ce processus de dévolution des pouvoirs. Voici pour les causes. Reste, et c'est l'essentiel, les conséquences de ce coup d'Etat et surtout de son échec.

Imagination et vigilance

Je redoute que nos démocraties ne passent trop facilement d'un extrême à l'autre. De la crainte manifestée au soir du putsch d'un brutal retour en arrière vers le stalinisme, auquel nous n'aurions eu d'autre choix que de nous résigner, on risque de s'abandonner à l'euphorie de la victoire de la liberté, qui autoriserait nos pays à oublier toute prudence, à abaisser leur défense et à aider massivement et sans conditions les nouveaux pouvoirs dans l'ex-URSS.

En réalité, les choses sont infiniment plus complexes. Il appartient aux responsables de nos pays de faire preuve à la fois d'imagination et de vigilance devant les conséquences d'événements aussi capitaux pour le monde. Commençons par les conséquences positives.

Au chapitre idéologique tout d'abord : ce 21 août clôt définitivement la dramatique parenthèse qu'a constituée, dans l'histoire de l'humanité, le communisme en tant que modèle universel de gouvernement. En voulant sauver l'ancien régime, les putschistes ont paradoxalement accéléré l'effondrement de l'Etat qui, depuis la révolution de 1917, incarnait le communisme au vingtième siècle.

Dès lors, le partage du monde entre deux superpuissances, chacune porteuse d'une idéologie à vocation universelle, est révolu. L'Etat qui succédera à l'URSS ne sera pas communiste. Les régimes cryptocommunistes encore en charge en Europe (Yougoslavie, Bulgarie, Roumanie) ou ici ou là à travers le monde (Cuba, Vietnam, Corée du Nord) vont se trouver extraordinairement isolés, la Chine constituant un univers à part qui mêle un système étatique centralisé inspiré du communisme à une économie qui, de plus en plus, est décentralisée et partiellement capitaliste.

Seconde conséquence positive : l'Etat soviétique dans sa forme actuelle va disparaître, tout simplement parce que sa seule légitimité – qui était le communisme – vient de disparaître avec le putsch raté. Cela veut dire concrètement que l'avenir de cet immense empire multinational et de nature coloniale passera désormais par les Républiques et par les rapports de force et de coopération entre celles-ci.

Un long processus

Si la disparition de l'Etat soviétique ouvre la voie à une vraie chance démocratique au niveau des Républiques, elle pose aussi le problème extraordinairement complexe de la recomposition d'une future fédération ou confédération. Certaines Républiques ont déjà choisi l'indépendance, et nul ne peut contester le droit d'une peuple à disposer de lui-même. Quant aux autres, le problème est évidemment de savoir qui en sera l'élément fédérateur.

L'échec du coup d'Etat renforce, à court terme tout au moins, le poids de la Russie et de son président, non seulement par rapport à un Gorbatchev affaibli et à ce qui reste de l'ancien centre soviétique, mais aussi par rapport aux autres Républiques. Boris Eltsine parviendra-t-il demain à s'imposer comme le nouveau « centre » en fédérant autour de la Russie au moins l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan ? Quelles seront alors la structure et les orientations de ce nouvel Etat ? La transition se fera-t-elle sans violence ? Que deviendront alors les institutions clés de l'ex-Etat soviétique : le KGB et l'armée ? Et qui concrètement prendra le contrôle des cinquante mille chars et des vingt mille armes nucléaires dont dispose l'armée rouge ?

Mon sentiment est que la transformation de l'URSS, commencée il y a cinq ans par M. Gorbatchev, si elle est probablement entrée dans sa phase postcommuniste après le 21 août, n'est nullement achevée. Et je crains fort que nous n'ayons à l'avenir d'autres tensions, d'autres affrontements (choc en retour anticommuniste, pulsions nationalistes, révoltes de la faim, luttes de pouvoir entre factions politiques rivales), jusqu'à ce qu'un Etat stable et, souhaitons-le, vraiment démocratique ne naisse des ruines de soixante-dix ans de communisme. Dans l'intervalle, il nous faudra apprendre à vivre avec à nos côtés une ex-URSS toujours surarmée et totalement déstabilisée par le processus révolutionnaire qu'elle subit. Ce processus sera plus long qu'on ne l'imagine aujourd'hui.

Face à une telle situation, nos démocraties doivent éviter, me semble-t-il, deux écueils.

– Celui de l'illusion démocratique, qui consisterait à prendre nos désirs pour des réalités, à considérer que le 21 août clôt la deuxième révolution russe, que désormais nous pouvons réduire sans crainte notre effort de défense et qu'il suffit d'aider massivement l'économie soviétique pour que celle-ci passe sans heurts au capitalisme. A en juger par ses paroles et par ses actes c'est, semble-t-il, la position de l'actuel gouvernement français.

– Le second écueil consiste, à l'opposé, à chercher à nous protéger nous-mêmes des convulsions postsoviétiques, à suspendre toute aide, bref à isoler le malade soviétique.

L'une et l'autre de ces politiques ne pourraient conduire qu'à des déconvenues ou à des dangers beaucoup plus sérieux. Toute la difficulté va consister à maintenir les structures de sécurité à l'ouest de l'Europe tout en aidant, dans la mesure du possible, à la mutation de l'ex-Etat soviétique.

Cette politique équilibrée et prudente implique de mon point de vue au moins quatre orientations principales.

– D'abord le maintien en France d'une capacité de défense suffisante et adaptée à l'évolution des risques, ce qui est dangereusement compromis par les décisions prises par l'actuel pouvoir socialiste.

– En second lieu, le renforcement et la modernisation du système occidental de sécurité par la constitution d'un véritable pôle européen de défense au sein d'une Alliance atlantique rénovée. Mais ce système ne peut plus ignorer les pays d'Europe centrale. Il est impensable de laisser les nouvelles démocraties de l'Europe de l'Est à la fois hors de la CEE et hors de l'OTAN, en les condamnant au rôle de zone tampon entre une Europe de l'Ouest riche et protégée et une ex-URSS surarmée et en pleine situation révolutionnaire.

– En troisième lieu, s'agissant de l'ex-URSS, je persiste à penser que l'aide occidentale doit aller, chaque fois que c'est possible, aux Républiques elles-mêmes, à proportion des réformes économiques qu'elles mettent en œuvre, et non pas à un centre en pleine crise et qui ne peut actuellement engendrer que l'inefficacité et le gaspillage.

– En quatrième lieu enfin, notre aide économique et financière doit être conditionnée par une vraie réduction de l'énorme budget militaire de l'URSS.

Ce dernier, cette année encore, représente plus du quart du budget du pays avec l'équivalent de 120 milliards de dollars, soit quatre fois le volume de l'aide extérieure demandée par Moscou aux Occidentaux. Au moment où nos pays doivent également faire face à la situation dramatique du tiers-monde, et notamment de l'Afrique, il me semble qu'avant d'envisager d'engloutir des dizaines de milliards de dollars en URSS, nous sommes en droit de demander à ses nouveaux dirigeants qu'ils commencent par dégager eux-mêmes des ressources, ne serait-ce qu'en amputant sérieusement les dépenses militaires.

Nous vivons des jours exaltants. Le gaullisme depuis des décennies a mené le combat contre toutes les formes de tyrannie, le nazisme d'abord, mais aussi le totalitarisme communiste qui est responsable de tant de malheurs, de douleurs et de morts.

Aujourd'hui l'idéal de liberté et de démocratie qui est au cœur de notre engagement politique vient de l'emporter. C'est pour nous un grand moment de joie et d'espérance. Ne gâchons pas cette chance formidable par frilosité et archaïsme. Je souhaite qu'une France forte et sûre de ses valeurs soit à l'avant-garde de l'immense tâche de reconstruction du continent européen qui s'ouvre devant nous.

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres

Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél. :

B.P. 225.07 – 75327 Paris Cedex 07

Siège social : Institut britannique de Paris